



Tous ensemble Étudiants, Salariés

Solidarité et Unité d'Action pour gagner !

L'attaque généralisée du patronat et du gouvernement contre nos Services Publics, notre Sécurité Sociale solidaire, nos droits et garanties collectives, remet gravement en cause notre modèle social.

Pourtant, les richesses produites par les travailleurs n'ont jamais été aussi élevées pour pouvoir financer les Services Publics, la Sécurité Sociale, le développement industriel et ainsi répondre aux besoins des populations.

Les réformes réactionnaires se succèdent pour accroître les bénéfices des actionnaires et organiser la mise en concurrence des travailleurs européens, alors que les conditions de travail, de vie et d'études, se dégradent pour les salariés, les privés d'emploi, les retraités, les lycéens et les étudiants.

Les attaques, la mise en place d'une justice de classe contre la représentation des salariés, leurs droits d'expression et leur capacité à intervenir dans la gestion des entreprises sont incessantes. Elles vont de pair avec les interventions policières disproportionnées et accompagnées de violences notamment dans les universités.

Cette répression dans les universités intervient alors que les étudiants sont mobilisés depuis des semaines et pour certains des mois, contre la loi dite d'Orientation et de Réussite (ORE). Aucun gouvernement n'empêchera jamais par la répression, l'expression des exigences légitimes des étudiants et des salariés.

La casse du service public de l'éducation supérieure et de la recherche s'inscrit plus généralement dans le processus de casse de tous les Services Publics et de privatisation, sur fond de marchandisation des savoirs. Autour de l'éducation supérieure et de la recherche, les enjeux sont cruciaux, tant du point de vue de l'émancipation des individus, que des qualifications et de la recherche indispensable au développement économique du pays.

Nous condamnons donc avec la plus grande fermeté les évacuations d'universités et les violences contre les étudiants et les lycéens mobilisés. **Nous serons en toutes circonstances à leurs côtés pour contribuer à la libre expression de leurs justes revendications.**

Conformément à l'appel de la CGT, nous mettons tout en œuvre pour mettre en évidence la convergence d'intérêts et donc celle des luttes. **C'est ainsi que nous gagnerons le "Tous Ensemble" nécessaire face à la cohérence des attaques.** Travaillons à rassembler le monde du travail, à partir des luttes développées dans les entreprises, les services publics, les universités et tous les secteurs d'activité et à faire valoir nos intérêts de classe, en revendiquant ensemble :

- Abrogation des lois (Macron, El Khomri, Rebsamen) qui remettent en cause les garanties collectives (socle des conventions collectives, statuts),
- Retrait des réformes et restructurations annoncées : SNCF, Fonction Publique, Universités, logement social....Ainsi que tous les projets de loi de régression sociale et des libertés: secret des affaires, loi Asile immigration...
- Suppression des exonérations de cotisations sociales et mise à contribution des revenus du capital au même taux que les revenus du travail. Retour de l'ISF. Il faut mettre fin aux 4.000 dispositifs de détournement des richesses, notamment le nouveau CICE, CIR, dispositifs Fillon, etc...
- Financement de la Sécurité Sociale par l'augmentation des cotisations sociales patronales et non l'impôt (CSG...), retour aux élections des représentants des assurés sociaux
- Obtention d'une série de nouveaux droits de haut niveau, inscrits dans le code du travail, les conventions collectives et les statuts, dont il faut rétablir le caractère obligatoire et non dérogeable,
- Augmentation des salaires, du point d'indice et des pensions, sur la base d'un SMIC à 1.800 €,
- Embauches avec mise en place immédiate des 32 Heures hebdomadaires avec maintien de salaire,
- Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,
- Retraite solidaire à taux plein à 60 ans après 37,5 années de cotisations, 55 ans pour les métiers pénibles,
- Maintien et développement d'une industrie et de Services Publics qui répondent aux besoins des populations et aux impératifs environnementaux et non au dogme de la rentabilité,
- Réappropriation sociale et publique des entreprises ayant une importance stratégique pour garantir l'intérêt général.

**Tous ensemble, unis et déterminés,
ARRÊTONS-LES ET IMPOSONS NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ !!**

Toulouse, le 9 mai 2018